



PRÉFÈTE DE LA LOIRE

ARRETÉ N° 239/DDPP/12
portant bénéfice d'antériorité

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L. 513-1 ;

VU le décret n°2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées ;

VU la circulaire du 24 décembre 2010 relative aux modalités d'application des décrets n° 2009-1341, 2010-369 et 2010-875 modifiant la nomenclature des installations classées exerçant une activité de traitement de déchets ;

VU l'arrêté d'autorisation du 11 mars 2010 réglementant les activités exercées par la Société PURFER sur le territoire de la commune du COTEAU, "Les Guérins" ;

VU l'arrêté de prescriptions complémentaires du 15 mars 2010 accordant à l'installation susvisée l'agrément VHU n° PR 42 00027D ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 11 avril 2011 actualisant sa situation administrative au regard des nouvelles rubriques des installations classées ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 24 mai 2012, établi au vu des documents transmis par l'exploitant et des modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement introduites par décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 ;

CONSIDERANT qu'il convient d'acter les modifications de classement suite au décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 susvisé ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Directeur Départemental de la Protection des Populations ;

ARRETE

Article 1er

Le tableau des installations classées figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 mars 2010 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Nature des activités	Volume des activités	A,D,NC
2713-1	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux La surface étant supérieure ou égale à 1 000 m ²	8 300 m ² répartis comme suit : stockage max 3 000 t de ferrailles 300 t de non ferreux	A
2791-1	Installation de traitement de déchets non dangereux La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j	Cisaillage 10t/h ferrailles et 5 t/h en non ferreux découpe au chalumeau 20t/mois ferrailles	A

2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1t	20 t de batteries 50 t de moteurs thermiques	A
2712	Installation de stockage, dépollution, démontage, découpage ou broyage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, La surface étant supérieure à 50 m ²	Surface VHU en attente de dépollution 200 m ²	A
2714-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois Le volume susceptible d'être présent étant inférieur à 1 000 m ³	Une benne bois de 35 m ³ une benne carton de 35 m ³ une benne tout venant de 35 m ³	D
2710	Déchetteries aménagées pour la collecte des encombrants, matériaux ou produits triés et apportés par le public	Point d'apport volontaire de déchets de métaux triés non dangereux	D
2711-2	Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état des équipements électriques et électroniques mis au rebut Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Transit, regroupement, ou tri 200 m ³	D
1220	Oxygène (emploi et stockage) La quantité totale présente dans l'installation étant inférieure à 2t	Quantité totale maximum susceptible d'être présente dans l'installation 600 kg	NC
1432	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) La capacité équivalente totale étant inférieure à 10 m ³	2,5 m ³ de gasoil (catégorie C) capacité équivalente = 0,5 m ³	NC
1435	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs Le volume équivalent annuel étant inférieur à 100 m ³	volume équivalent annuel inférieur à 100 m ³	NC
1412	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 6 t	Quantité totale maximum susceptible d'être présente dans l'installation 350 kg	NC

Article 2

Les prescriptions concernant les installations existantes de l'arrêté ministériel du 2 avril 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710 et de l'arrêté ministériel du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 sont applicables à l'établissement.

Article 3

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de LYON. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est d'un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 4

Monsieur le Sous-Préfet de Roanne, Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement chargé de l'Inspection des Installations Classées, Monsieur le Directeur départemental de la protection des populations et Monsieur le maire du COTEAU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance.

Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à ST-ETIENNE, le 14 juin 2012

Le Directeur départemental
de la protection des populations
Didier PERRE

Copie adressée à :

- Société PURFER

route départementale 147

quartier de la gare

69780 SAINT PIERRE DE CHANDIEU

- Monsieur le maire du COTEAU

- Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement – UT Loire - Inspection des installations classées

- Archives

- Chrono